

« Il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager »

Georges SÉGUY (16 mars 1927 - 13 août 2016)

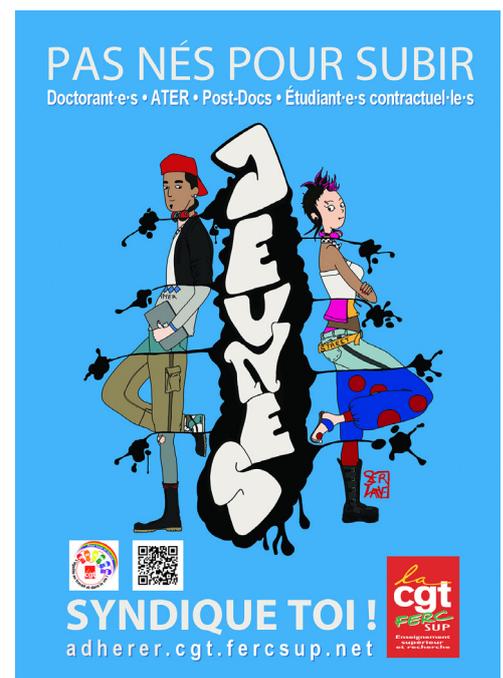
N° 401

Un 9 octobre offensif et revendicatif

La rentrée n'a pas laissé beaucoup de répit aux personnels de notre université avec les bugs de Parcoursup et la **pression croissante au travail** (toujours plus de travail et moins de personnels pour le réaliser). Beaucoup de titulaires d'un baccalauréat souhaitant s'inscrire à l'UT2J sont toujours en attente d'une réponse à leur candidature : soit parce qu'aucune place ne leur est offerte, soit parce qu'ils ont été contraints d'accepter le premier choix qui s'est présenté pour ne pas rester sans inscription tout en conservant le vain espoir d'une inscription dans la formation de leur choix. D'autres, découragés par le système auquel ils se sont heurtés, ont fini par se résigner à l'abandon et nombre d'entre eux se sont tournés vers le privé. Combien ? Le Ministère se garde bien d'en communiquer les chiffres réels pour tenter de faire croire que son système Parcoursup fait mieux que le précédent, Admission PostBac, et qu'il est plus équitable.

Nationalement, le gouvernement a toujours nos conquies sociaux pour cible. Il ne cesse d'augmenter la pression sur les salarié-es, les retraité-es et les personnes les plus fragiles alors que, dans le même temps, il continue d'enrichir les nantis ou de satisfaire aux exigences de leurs lobbys :

- Le programme du Comité Action Publique 2022 (CAP 22) s'en prend à tous les **services publics**. L'accès de tous les citoyens et toutes les citoyennes aux services publics et l'égalité de toutes et tous font l'objet d'une nouvelle attaque : suppression de postes, recours accru aux contractuel-les, délégation de missions des services publics au privé, abandon de missions...
- Alors même que les PME et TPE – qui emploient la majorité des salarié-es de ce pays – ne sont pas prêtes pour la mise en place du **prélèvement à la source**, le gouvernement s'entête à vouloir maintenir son instauration en 2019. Loin de représenter une simplification pour les citoyen-nés de ce pays, il a pour objectif de remettre en cause à terme la progressivité de l'impôt (plus on gagne de l'argent et plus on paye des impôts) pour aboutir à un taux d'imposition unique (« flat tax ») pour le plus grand profit des riches et nantis. Cette logique vise à faire peser l'essentiel de la pression fiscale et financière sur les plus fragiles puisque les foyers non imposables seront concernés à termes alors que la pression sur les plus riches s'allégera considérablement. C'est aussi une atteinte de plus à la fonction publique des finances publiques (prévision de suppression de 10 000 emplois l'an prochain).
- Par deux fois cet été, le gouvernement a voulu s'en prendre à la **Sécurité Sociale** en tentant notamment de modifier notre Constitution pour substituer le principe de « protection sociale » à celui de « sécurité sociale ». L'idée est d'en finir avec notre **saire socialisé** et de faire de nos **cotisations sociales** un impôt (CGS). Ainsi, seul un panier de soins serait remboursé, le reste devant alors être pris en charge non par une mutuelle mais par une assurance privée. Les employeurs pourront, à l'instar de ce qui se passe aux États-Unis, décider ou non d'offrir cette assurance à leurs salarié-es. C'est une négation supplémentaire de l'impact du travail sur la santé des travailleurs et des travailleuses.



- Avec le basculement d'une **retraite** par répartition à une retraite par points, nombre de salarié-es vont devoir renoncer à leur retraite faute d'une valeur du point leur permettant de subvenir à leurs besoins. Ce système géré par des fonds de pension a déjà montré toutes ses limites aux États-Unis ou en Suède. La financiarisation de notre retraite va indexer la valeur du point aux aléas de la Bourse. En Suède, un bon nombre de retraité-es ont été contraint-es de retrouver un emploi faute d'un montant de retraite suffisant pour vivre.

Lors de la crise financière de 2008, la plupart des experts (pourtant réputés être plutôt du côté des gouvernements servant les forces de l'argent) avaient affirmé que **la France avait mieux résisté à la crise que les autres pays du fait de son modèle social** pas encore financiarisé et restant fondé sur la **solidarité intergénérationnelle**. C'est ce modèle social que les gouvernements successifs n'ont pas cessé de vouloir démanteler. Selon eux, revenir à des conditions de vie et de travail proches de celles du 19ème siècle serait aujourd'hui un signe de « modernisme » alors que notre pays, 5ème puissance économique du monde, n'a jamais été aussi riche. Cette richesse est produite par la force de travail de l'ensemble des salarié-es du privé et du public. Ceux-là même que l'on soumet à toujours plus de pression (travail, salaires, impôts, etc.) et à qui on veut tout prendre, y compris leur vie en les faisant partir le plus tard possible à la retraite ou en supprimant les CHSCT.

La CGT continuera à défendre ces valeurs que les tenants du libéralisme qualifient d'archaïques : de meilleures conditions de vie et de travail pour l'ensemble des salarié-es et des citoyen-nés de ce pays, l'émancipation des travailleurs et des travailleuses, la lutte contre les inégalités sociales et salariales, l'égalité femmes-hommes, une meilleure répartition des richesses, la défense des services publics, le maintien de notre système social de solidarité intergénérationnelle, de nos retraites, de notre sécurité sociale, etc.

Pour protéger et défendre nos conquises sociales et pour défendre les valeurs d'une société solidaire, la CGT donne rendez-vous à l'ensemble des salarié-es le 9 octobre pour une journée de grève, d'action et de manifestation interprofessionnelle. Ensemble, avec les salarié-es, nous ferons valoir nos revendications en matière de revalorisation salariale, de défense des minimas sociaux, de la sécurité sociale, de notre système de retraite, de la prise en charge des conséquences du chômage par l'État et de la défense des services publics.



À Toulouse :

- **12h30, Rassemblement au Mirail ;**
- **14h00, Manifestation, Arnaud Bernard.**

L'Union fédérale des syndicats de l'État (UFSE CGT) a déposé un préavis de grève pour la journée du 9 octobre 2018.

La CGT revendique

La liberté d'expression, le droit de se syndiquer dans l'organisation de son choix et le droit de grève sont des droits humains fondamentaux garantis par notre constitution et plusieurs textes internationaux auxquels notre pays a souscrit. Ces droits ne souffrent aucune contrainte ni pression de quelque nature que ce soit. La CGT dénonce depuis le début la règle inique du trentième indivisible et réclame sa suppression. Les personnels enseignants et BIATSS n'ont pas à se déclarer grévistes. C'est l'administration qui doit procéder au recensement. Dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, la CGT exige le respect de l'égalité de traitement pour les personnels BIATSS et enseignants. **Dans la mesure où un recensement équitable des enseignant-es grévistes n'est pas possible, la CGT demande qu'il ne soit pas appliqué aux personnels BIATSS et qu'il ne soit procédé à aucune retenue sur traitement pour fait de grève.**

Contact : secretariat@cgt-utm.net
Adhésion : adhesion@cgt-utm.net
Permanence : tous les jeudis, de 12h30 à 13h30,
au local CGT (MS005, RDC, Maison des Solidarités)





Le 9 octobre, ensemble à la conquête d'un autre avenir !

Nos salaires, pensions de retraite et minima sociaux stagnent et les dividendes versés aux actionnaires, multipliés par 5 en 30 ans, flambent !

En une décennie, les 10 plus riches fortunes françaises ont vu leur patrimoine quadrupler alors qu'il faut 6 générations à une famille pauvre pour atteindre le revenu moyen.

Les annonces gouvernementales et les contre-réformes successives ne font qu'amplifier le creusement de ces inégalités : une large majorité de la population juge injuste et inefficace la politique du gouvernement au service exclusif des intérêts patronaux.

La journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, FIDL, UNEF et UNL est le moment pour toutes et tous, salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emplois, lycéen-ne-s et étudiant-e-s d'exprimer le refus de cette politique détruisant brique par brique notre modèle social. C'est aussi le moment de transformer les attentes en une expression forte des revendications ; du lieu de travail à la rue.

Il est urgent de revendiquer :

- une augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux pour gagner du pouvoir d'achat ;
- la réalisation concrète de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales ;
- l'arrêt des réformes régressives visant la casse des droits collectifs et les mécanismes de solidarité. Celles-ci favorisent l'émergence d'une logique de chacun pour soi inégalitaire où l'on ne reçoit qu'à la hauteur de ses moyens et non plus en fonction de ses besoins : remise en cause des conventions collectives et des statuts, réforme des assurances maladie et chômage, retraite ;
- le droit à la retraite à taux plein pour tous les salariés, dès l'âge de 60 ans et en deçà pour les travaux pénibles ;
- l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation pour faciliter l'insertion des jeunes dans la vie active et la fin d'une logique de sélection aveugle du plus jeune âge jusqu'à l'université via Parcoursup ;
- une vraie politique d'investissement ciblée notamment sur les enjeux environnementaux qui assure l'avenir des générations futures.

Dans chaque entreprise, dans chaque administration, sur les lieux d'études, dans les lieux de vie, ensemble le 9 octobre, il est grand temps de nous faire entendre pour que le progrès social soit au rendez-vous !



9 OCTOBRE SE MOBILISER POUR D'AUTRES CHOIX POUR LES SERVICES PUBLICS

Nos organisations s'inscrivent dans la journée inter-professionnelle d'action du 9 octobre.

Avec les salarié-e-s du privé, les chômeurs-cho-meuses, les étudiant-e-s et les lycéen-ne-s, cette mobilisation sera l'occasion de dire une nouvelle fois notre refus des politiques libérales qui maltraitent les plus démunis-e-s et octroient toujours davantage aux plus fortuné-e-s.

Depuis plus d'un an, le président de la République, le Premier ministre et le gouvernement accumulent les mesures régressives et mettent en œuvre une politique d'austérité pour le plus grand nombre, satisfaisant ainsi les vœux d'une minorité tournée vers une société de profit qui considère le service public comme une charge financière inutile.

Après les attaques frontales contre le Code du travail, les prestations sociales, les retraité-e-s, la SNCF et les cheminot-e-s, les projets en matière d'assurance chômage et de retraite laissent craindre le pire.

Dans ce contexte général, la Fonction publique et ses agent-e-s sont, malheureusement, placés-e-s aux premières loges de cette frénésie libérale.

Gel prolongé de la valeur du point d'indice, rétablissement du jour de carence, suppressions d'emplois, mobilité forcée, abandon des missions, privatisations... la liste des reculs serait trop longue à énumérer.

Et les chantiers actuels — recours accru aux non titulaires, mise à mal des organismes consultatifs, salaire au mérite — sont tout sauf rassurants.

Mais, si les dangers sont réels, la cause est loin d'être entendue, d'autant plus que l'opinion nous soutient, nos concitoyen-e-s sont attaché-e-s aux services publics.

Les organisations syndicales ont donc, plus que jamais dans la période, un rôle essentiel à jouer pour à la fois porter des propositions alternatives et organiser la riposte unitaire.

C'est ce que nous faisons en appelant les agents de la Fonction publique à se mobiliser le plus massivement possible le 9 octobre.

Pour :

- **Le dégel de la valeur du point d'indice et des augmentations générales des salaires ;**
- **L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;**
- **Les créations d'emplois dans les nombreux services qui en ont besoin ;**
- **La résorption de la précarité et un plan massif de titularisation ;**
- **Le renforcement du statut général et des statuts particuliers ;**
- **L'amélioration des systèmes de retraite par répartition et le maintien des régimes spéciaux ;**
- **La défense et le développement des missions publiques ;**
- **L'arrêt des réformes régressives engagées contre les intérêts des usager-e-s et des personnels.**

**TOUTES ET TOUS MOBILISÉ·E-S LE 9 OCTOBRE 2018 :
GRÈVES, MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENTS, ...**